

# Chambre des Représentants.

---

SESSION DE 1918-1919.

---

COMMISSION DES PÉTITIONS · DU MOIS DE MARS 1919.

---

FEUILLETON AU 10 AVRIL 1919.

---

## PÉTITIONS EXAMINÉES PAR LA COMMISSION.

---

| Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |
|------------------------------|------------------------------------------|
|------------------------------|------------------------------------------|

- |    |      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|----|------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1  | 144. | Par pétition datée de Theux (Liège), le 25 février 1919,<br>Des habitants de Theux (Liège), prient la Législature de voter sans retard la loi des loyers en tenant compte des intérêts des petits propriétaires.<br><br><i>DÉCISION : Renvoi à la Commission chargée d'examiner le projet de loi sur les loyers.</i>                                                          |
| 2. | 145. | Par pétition datée de Herstal (Liège), le 26 février 1919,<br>Le conseil communal de Herstal (Liège), émet le vœu de voir les Chambres examiner avec la plus grande bienveillance le sort des petits propriétaires dont les loyers constituaient la principale ressource.<br><br><i>DÉCISION : Renvoi à la Commission chargée d'examiner le projet de loi sur les loyers.</i> |
| 3. | 146. | Par pétition datée de Bruxelles, le 25 février 1919,<br>MM. P. Biddaer et Ch. Fortin, président et secrétaire général de la Fédération des secrétaires communaux de Belgique, émettent le vœu qu'il soit avisé aux mesures                                                                                                                                                    |

Numéros  
du  
feuilletton.

Numéros  
du registre des  
pétitions.

à prendre pour autoriser la revision des dossiers concernant les révocations des secrétaires communaux prononcées sous l'administration civile allemande.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

4.            147.      Par pétition datée de Charleroy,  
Des habitants de Charleroy, Couillet, Farciennes et Gilly, membres de la Fédération des Ligues de propriétaires du bassin de Charleroy émettent le vœu qu'il ne soit pas pris de mesures qui seraient de nature à nuire aux intérêts légitimes des propriétaires.

DÉCISION : *Renvoi à la Commission chargée d'examiner le projet de loi sur les loyers.*

5.            148.      Par pétition datée de Wellin (Luxembourg),  
Le sieur J. Leroy, pensionné de gendarmerie, à Wellin (Luxembourg), demande que la pension des gendarmes soit augmentée.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

6.            149.      Par pétition datée de Bruxelles, le 24 février 1919,  
M. Boghaert-Vaché, président de la Ligue des locataires de Bruxelles, demande que la prorogation des baux des immeubles à usage commercial ou industriel soit insérée dans la loi sur les loyers.

DÉCISION : *Renvoi à la Commission chargée d'examiner le projet de loi sur les loyers.*

7.            150.      Par pétition datée de La Gleize (Liège), le 22 février 1919,

Des malades du Sanatorium populaire de Borgoumont (La Gleize) font état du projet de loi sur la réparation des dommages résultant des faits de guerre et prient la Chambre de prendre en sérieuse considération le vœu qu'ils émettent concernant les indemnités de guerre à allouer aux personnes.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Affaires Économiques.*

Numéros  
du  
feuillet.  
Numéros  
du registre des  
pétitions.

8. 151. Pétition datée de Pouligny-Saint-Martin (France), le 23 février 1919,

Le sieur Lanciers (Henri-Arnold), à Pouligny-Saint-Martin (France), expose sa situation ainsi que celle de sa famille durant l'occupation allemande, signale les mauvais traitements qu'il a eu à subir de la part de l'occupant et sollicite l'intervention de la Chambre aux fins de voir porter remède à sa misère.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

9. 154. Pétition datée de Gaesbeek (Brabant), le 23 février 1919,

Le sieur Vanderplauken (Ph.), à Gaesbeek (Brabant), sollicite l'intervention de la Chambre dans une affaire judiciaire.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

10. 155. Par pétition datée de Chaudfontaine (Liège), le 4 mars 1919,

Le Conseil communal de Chaudfontaine expose diverses considérations en vue de voir la localité de Chaudfontaine bénéficier, comme les stations balnéaires de Spa et d'Ostende, d'une nouvelle réglementation des jeux.

DÉCISION : *Renvoi à la Section centrale chargée d'examiner la proposition de loi portant dérogation, en faveur des stations balnéaires de Spa et d'Ostende, à la loi du 24 octobre 1902.*

11. 156. Par pétition datée de Thumaide (Hainaut),  
Des cultivateurs de Thumaide (Hainaut) exposent le régime vexatoire auquel leur région a été soumise de la part de l'occupant et émettent le vœu de ne pas être astreints, éventuellement, au paiement de nouveaux impôts fonciers.

DÉCISION : *Renvoi à la Section centrale qui sera chargée d'examiner le Budget général des recettes et des dépenses pour l'exercice 1919, ainsi que diverses dispositions concernant les impôts nouveaux, les délais de prescription fiscale et la garantie pour le recouvrement.*

|                              |                                          |
|------------------------------|------------------------------------------|
| Numéros<br>du<br>feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |
|------------------------------|------------------------------------------|

|     |      |                                                             |
|-----|------|-------------------------------------------------------------|
| 12. | 157. | Par pétition datée de Ruysbroeck (Brabant), le 9 mars 1919, |
|-----|------|-------------------------------------------------------------|

Le sieur Swalens (F. X.), chef facteur des postes pensionné, à Ruysbroeck (Brabant), sollicite l'intervention de la Chambre en vue d'obtenir réparation du préjudice moral et matériel qu'il aurait subi du chef d'une décision administrative.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

|     |      |                                              |
|-----|------|----------------------------------------------|
| 15. | 160. | Par pétition datée de Liège, le 4 mars 1919, |
|-----|------|----------------------------------------------|

Le sieur Lensene (Pierre), à Liège, demande que les sanctions prévues pour participation aux travaux entrepris par l'occupant ne soient appliquées qu'en tenant compte de l'état de nécessité dans lequel ont pu se trouver les intéressés.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

|     |      |                         |
|-----|------|-------------------------|
| 14. | 161. | Par pétition sans date, |
|-----|------|-------------------------|

Le sieur Mathis (Henri), à Jumet (Hainaut), demande que, pour le cas où il serait question d'abroger des lois de naturalisation, une mesure d'exception soit prévue en faveur des personnes ayant bénéficié de la grande naturalisation.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

|     |      |                                                       |
|-----|------|-------------------------------------------------------|
| 15. | 162. | Par pétition datée de Schaerbeek, le 21 février 1919, |
|-----|------|-------------------------------------------------------|

Le sieur Laloyaux, C., commandant retraité, à Schaerbeek, signale à la Chambre l'irrégularité de la situation dans laquelle il se trouve placé par le fait de l'arrêté royal en date du 16 mars 1918, concernant la mise à la pension.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

|     |      |                                                             |
|-----|------|-------------------------------------------------------------|
| 16. | 167. | Par pétition datée de Trazegnies (Hainaut), le 9 mars 1919, |
|-----|------|-------------------------------------------------------------|

Le sieur Camille Baudoux, agent commercial en beurres, à Trazegnies (Hainaut), demande que soit rapporté l'arrêté fixant le prix maximum du beurre.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.*

|     |      |                                                                |
|-----|------|----------------------------------------------------------------|
| 17. | 168. | Par pétition datée de Thirimont (Hainaut), le 30 janvier 1919, |
|-----|------|----------------------------------------------------------------|

Des métayers de Thirimont (Hainaut) sollicitent

|                              |                                          |
|------------------------------|------------------------------------------|
| Numéros<br>du<br>fichier ten | Numeros<br>du registre des<br>pétitions. |
|------------------------------|------------------------------------------|

l'intervention de la Chambre afin d'obtenir la suppression des droits d'entrée sur le bétail, par un accord entre les gouvernements belge et français.

Même pétition de métayers de Bailièvre (Hainaut).

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Affaires étrangères et M. le Ministre de l'Agriculture.*

18.            171.    Par pétition datée de Pellenberg (Brabant), le 8 mars 1919,

Le sieur J.-F. Stroobants, à Pellenberg (Brabant), sollicite l'intervention de la Chambre en vue d'obtenir de la part du conseil communal de Lovenjoul (Brabant) l'autorisation lui refusée depuis trois ans par ledit conseil, de construire sur ses propriétés, de planter une haie et d'améliorer la route d'accès à sa maison.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

19.            173.    Par pétition datée de Liège, le 5 mars 1919,  
Les sieurs Godenier et Dejasse, président et secrétaire de l'Union des pensionnés de la gendarmerie pour la province de Liège, à Liège, demandent qu'à la loi de 1912 revisant les pensions militaires, il soit apporté une disposition portant que « par exception, et contrairement aux articles 16 et 22 de la loi de 1858 sur les pensions militaires, le taux des pensions conférées aux sous-officiers, brigadiers et gendarmes pensionnés avant le 5 juillet 1909 sera calculé suivant le grade correspondant à celui que les intéressés auraient obtenu s'ils avaient été présents au corps, lorsque sont intervenus les arrêtés royaux du 5 juillet 1909 et du 15 janvier 1910, qui ont modifié la hiérarchie des militaires subalternes de la gendarmerie. »

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

20.            174.    Par pétition datée de Bruxelles, le 27 février 1919,  
MM. Pierre Graux et A. Martin, président et secrétaire de la conférence du Jeune Barreau, à Bruxelles, émettent le vœu de voir soumettre d'urgence au pouvoir législatif l'appréciation de tous les arrêtés-lois et notamment des arrêtés-lois en matière répressive ; de voir décider que le régime de l'état de siège sera immédiatement supprimé ou tout au moins modifié, pour

Numéros  
du  
feuilletou.

Numéros  
du registre des  
petitions.

permettre le rétablissement de la compétence des juridictions ordinaires et constitutionnelles.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

21. 173. Par pétition datée de Bruxelles, le 12 février 1919,  
Le sieur Albert Poncelet, à Bruxelles, demande la revision des dispositions réglementant le commerce du miel et émet le vœu que les affaires dont est saisie la justice, concernant cet objet, fassent l'objet d'informations plus attentives.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.*

22. 184. Par pétition datée de Bruxelles, le 8 mars 1919.  
Les président et secrétaire de l'Union des Associations des commerçants de Belgique, à Bruxelles, demandent que soient annulées les procédures engagées après le 4 août 1914, concernant des loyers dus avant cette date par des locataires commerçants, et émettent le vœu que des délais soient accordés pour le paiement desdits loyers.

DÉCISION : *Renvoi à la Commission chargée d'examiner le projet de loi sur les loyers.*

23. 187. Par pétition datée de Farciennes (Hainaut), le 15 mars 1919,  
La dame Jeandrain (Charles), à Pironchamps (Hainaut), se plaint du retard apporté au paiement de l'indemnité de logement qui lui est due.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

24. 188. Par pétition datée de Mons, le 11 mars 1919,  
Les président et secrétaire du Syndicat général des fonctionnaires et agents communaux de l'arrondissement de Mons, à Mons, émettent le vœu qu'une loi accorde aux agents des communes une indemnité « pour la reconstitution du foyer ».

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

25. 189. Par pétition datée de Louvain (Brabant), le 25 février 1919,  
Le sieur Buxant (Adrien), ex-sous-officier de gendarmerie, à Louvain, sollicite l'intervention de la

Numéros  
du  
feuilletton.

Numéros  
du registre des  
pétitions.

Chambre à l'effet d'obtenir réparation de certaines injustices dont il aurait été la victime au cours de la guerre.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

26.            191.      Par pétition datée de Waereghem (Flandre Occidentale), le 29 janvier 1919,

Des habitants de Waereghem, membres de la société « De Vereenigde Eigenaars » à Waereghem, signalent la situation qui sera créée, par le vote de la loi sur les loyers, à la classe moyenne, spécialement aux petits propriétaires déjà tant éprouvés par la guerre.

DÉCISION : *Renvoi à la Commission chargée d'examiner le projet de loi sur les loyers.*

27.            192.      Par pétition de Hamme (Flandre Orientale) sans date,

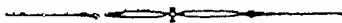
Les sieurs Tersage et de Block, président et secrétaire de la société « De Gedekoreerden », à Hamme (Flandre Orientale), demandent que la pension de vieillesse soit augmentée d'au moins 365 francs en faveur des ouvriers porteurs de la décoration agricole ou industrielle.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.*

28.            196.      Par pétition datée de Clabecq (Brabant), le 15 mars 1919,

Le conseil communal de Clabecq demande l'institution d'officiers adjoints de l'état civil qui auraient compétence pour tous les actes de l'état civil, sauf pour la célébration du mariage, et dont la fonction serait déléguée par le collège échevinal au secrétaire communal.

DÉCISION : *Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur et de la Justice.*



# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

---

ZITTINGSJAAR 1918-1919.

---

## COMMISSIE VOOR DE VERZOEKSCHRIFTEN

(MAART 1919)

---

## LIJST TOT OP 10 APRIL 1919

---

### VERZOEKSCHRIFTEN DOOR DE COMMISSIE ONDERZOCHT

---

| Nummers<br>van<br>de lijst. | Nummers<br>van het register voor<br>de verzoekschriften. |
|-----------------------------|----------------------------------------------------------|
|-----------------------------|----------------------------------------------------------|

- |    |      |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|----|------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1. | 144. | Bij verzoekschrift uit Theux (Luik), gedagteekend 25 Februari 1919,<br>Verzoeken ingezetenen van Theux (Luik) de Kamer, onverwijld de Huishuurwet aan te nemen, rekening houdende met de belangen der kleineigenaars.<br><br><i>BESLUIT : Te verwijzen naar de Commissie belast met het onderzoek van de Huishuurwet.</i>                                                                     |
| 2. | 145. | Bij verzoekschrift uit Herstal (Luik), gedagteekend 26 Februari 1919,<br>Drukt de gemeenteraad van Herstal (Luik) den wensch uit, dat de Kamers met de meeste welwillendheid zouden onderzoeken den toestand der kleineigenaars voor wie de huishuren het voornaamste inkomen uitmaakten.<br><br><i>BESLUIT : Te verwijzen naar de Commissie belast met het onderzoek van de Huishuurwet.</i> |
| 3. | 146. | Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 25 Februari 1919,<br>Drukken de heeren H. Biddaer en Ch. Fortin, respectievelijk voorzitter en algemeen secretaris van het                                                                                                                                                                                                                       |



|                             |                                                          |
|-----------------------------|----------------------------------------------------------|
| Nummers<br>van<br>de lijst. | Nummers<br>van het register voor<br>de verzoekschriften. |
|-----------------------------|----------------------------------------------------------|

Verbond der Belgische Gemeentesecretarissen, den wensch uit dat er maatregelen worden beraamd om de herziening toe te laten van de dossiers betreffende de afzettingen van gemeentesecretarissen, onder het Duitsche burgerlijk bestuur bevolen.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Binnenlandsche Zaken.*

4. 147. Bij verzoekschrift uit Charleroi,  
Drukken inwoners van Charleroi, Couillet, Farciennes en Gilly, leden van het Verbond der eigenaars-vereëningen uit de streek van Charleroi, den wensch uit, dat er geene maatregelen worden genomen, van aard om de billijke belangen der eigenaars te schaden.

BESLUIT : *Te verwijzen naar de Commissie belast met het onderzoek van de Huishuurwet.*

5. 148. Bij verzoekschrift uit Wellin (Luxembourg),  
Vraagt de heer J. Leroy, gepensionneerde der gendarmerie, te Wellin (Luxembourg), verhooging van het pensioen der gendarmen.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Oorlog.*

6. 149. Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 24 Februari 1919,

Vraagt de heer Boghaert-Vaché, voorzitter van den Huurdersbond te Brussel, dat de verlenging der huur-overeenkomsten van onroerende goederen, tot handels- of nijverheidsgebruik bestemd, in de Huishuurwet opgenomen worde.

BESLUIT : *Te verwijzen naar de Commissie belast met het onderzoek van de Huishuurwet.*

7. 150. Bij verzoekschrift uit La Gleize (Luik), gedagteekend 22 Februari 1919,

Steunen zieken uit het Volkssanatorium van Borgoumont (La Gleize) op het wetsontwerp op herstel van oorlogsschade en verzoeken de Kamer ernstig in aanmerking te nemen, den wensch dien zij uitdrukken, betreffende de oorlogsvergoeding aan de personen toe te kennen.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Economische Zaken.*

Nummers  
van  
de lijst.

Nummers  
van het register voor  
de verzoekschriften.

8. 151. Bij verzoekschrift uit Pouligny-Saint-Martin (Frankrijk), gedagteekend 23 Februari 1919,

Legt de heer Lanciers (Hendrik-Arnold), te Pouligny-Saint-Martin (Frankrijk), zijn toestand uit en dien van zijn gezin, tijdens de Duitse bezetting, vermeldt de slechte behandelingen, welke hij vanwege den bezetter te verduren had en verzoekt om tusschenkomst van de Kamer ter verzachting zijner ellende.

*BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Binnenlandsche Zaken.*

9. 154. Bij verzoekschrift uit Gaesbeek (Brabant), gedagteekend 25 Februari 1919,

Vraagt de heer Vanderplanken (Ph.), te Gaesbeek (Brabant), dat de Kamer tusschenbeide kome in eene rechterlijke zaak.

*BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Justitie.*

10. 155. Bij verzoekschrift uit Chaudfontaine (Luik), gedagteekend 4 Maart 1919,

Deelt de Gemeenteraad van Chaudfontaine verscheidene beschouwingen mede, ten einde de gemeente Chaudfontaine, evenals de badplaatsen Spa en Oostende, de voordeelen eener nieuwe regeling der spelen te laten genieten.

*BESLUIT : Te verwijzen naar de Middenafdeeling belast met het onderzoek van het wetsvoorstel waarbij, ten voordeele van de badplaatsen Spa en Oostende, wordt afgeweken van de wet van 24 October 1902.*

11. 156. Bij verzoekschrift uit Thumaide (Henegouw),  
Doen landbouwers van Thumaide (Henegouw) het kwellend regiem kennen waaraan hunne streek door den bezetter was onderworpen en uiten den wensch, in voorkomend geval, niet tot het betalen van nieuwe grondlasten te worden verplicht.

*BESLUIT : Te verwijzen naar de Middenafdeeling welke zal belast worden met het onderzoek van de Algemeene Begrooting der ontvangsten en uitgaven voor het dienstjaar 1919, en van onderscheidene beschikkingen omtrent de nieuwe belastingen, de termijnen van fiscale verjaring en den waarborg voor de invordering.*

Nummers  
van  
de lijst.

Nummers  
van het register voor  
de verzoekschriften.

12. 157. Bij verzoekschrift uit Ruysbroeck (Brabant), gedagteekend 9 Maart 1919,

Roept de heer Swalens (F. X.), gepensionneerd hoofdbrievenbesteller, te Ruysbroeck (Brabant), de tussenkomst in van de Kamer om herstelling te bekomen van het zedelijk en stoffelijk nadeel dat hij door een bestuursmaatregel zou hebben ondergaan.

BESLUIT : *Dagorde.*

13. 160. Bij verzoekschrift uit Luik, gedagteekend 4 Maart 1919,

Vraagt de heer Lensene (Pieter), te Luik, dat de strafbepalingen voorzien wegens deelneming aan werken, door den bezetter ondernomen, slechts worden toegepast dan met inachtneming van den staat van behoefte waarin de belangehebbenden zich konden bevinden.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Justitie.*

14. 161. Bij niet gedagteekend verzoekschrift,  
Vraagt de heer Mathis (Henri), te Jumet (Henegouw), dat, ingeval er quæstie zou zijn de wetten op de naturalisatie af te schaffen, een uitzonderingsmaatregel worde voorzien ten bate van degenen die de gróote naturalisatie mochten genieten.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Justitie.*

15. 162. Bij verzoekschrift uit Schaarbeek, gedagteekend 21 Februari 1919,

Geeft de heer Laloyaux, C., rustend commandant, te Schaarbeek, kennis aan de Kamer van den onregelmatigen toestand waarin hij zich bevindt tengevolge van het koninklijk besluit van 16 Maart 1918 betreffende de op pensioenstelling.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Oorlog.*

16. 167. Bij verzoekschrift uit Trazegnies (Henegouw), gedagteekend 9 Maart 1919,

Vraagt de heer Camille Baudoux, handelsagent in boter, te Trazegnies (Henegouw), de intrekking van

Nummers  
van  
de lijst.

Nummers  
van het register voor  
de verzoekschriften.

het besluit waarbij de maximum-prijs der boter wordt vastgesteld.

*BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid, Handel en Bevoorrading.*

17.            168.    Bij verzoekschrift uit Thirimont (Henegouw), gedagteekend 30 Januari 1919,

Roepen hoevenaars van Thirimont (Henegouw) de tusschenkomst van de Kamers in, om, door eene overeenkomst tusschen de Belgische en de Fransche Regeering, de afschaffing van de inkomrechten op het vee te bekomen.

Zelfde verzoekschrift van hoevenaars van Bailièvre (Henegouw).

*BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Buitenlandsche Zaken en naar den Minister van Landbouw.*

18.            171.    Bij verzoekschrift uit Pellenberg (Brabant), gedagteekend 8 Maart 1919,

Vraagt de heer J.-F. Stroobants, te Pellenberg (Brabant), de tusschenkomst van de Kamer, ten einde van den gementeraad van Lovenjoul (Brabant) de hem sedert drie jaar geweigerde toelating te bekomen, op zijn eigendom te bouwen, eene haag te planten en den toegangsweg tot zijne woning te verbeteren.

*BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Binnenlandsche Zaken.*

19.            173.    Bij verzoekschrift uit Luik, gedagteekend 5 Maart 1919,

Vragen de heeren Godenier en Dejasse, voorzitter en secretaris der Vereeniging van de gepensioneerden der gendarmerie voor de provincie Luik, te Luik, dat in de wet van 1912 tot herziening van de militaire pensioenen, eene bepaling worde opgenomen houdende dat « bij uitzondering, en ondanks de artikelen 16 en 22 der wet van 1838 op de militaire pensioenen, het bedrag van de pensioenen, vóór 5 Juli 1909, aan de onder-officieren, brigadiers en gendarmen verleend, zal berekend worden volgens den graad overeenstemmende met dien welken de belanghebbenden zouden hebben bekomen bijaldien zij in het korps zouden aanwezig

|                             |                                                          |
|-----------------------------|----------------------------------------------------------|
| Nummers<br>van<br>de lijst. | Nummers<br>van het register voor<br>de verzoekschriften. |
|-----------------------------|----------------------------------------------------------|

geweest zijn, op het oogenblik van de bekendmaking der koninklijke besluiten van 5 Juli 1909 en van 15 Januari 1910 houdende wijziging in de rangorde van de ondergeschikte militairen der gendarmerie. »

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Oorlog.*

- |     |      |                                                                |
|-----|------|----------------------------------------------------------------|
| 20. | 174. | Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 27 Februari 1919, |
|-----|------|----------------------------------------------------------------|

Drukken de heeren Pierre Graux en A. Martin, respectievelijk voorzitter en secretaris van de Conferentie der Jonge Balie, te Brussel, den wensch uit, dat zoo spoedig mogelijk aan de wetgevende macht al de besluit-wetten worden onderworpen, en inzonderheid de besluit-wetten in strafzaken ; dat er beslist worde den staat van beleg dadelijk op te heffen of ten minste te wijzigen, opdat de bevoegdheid van de gewone en grondwettelijke rechtsmachten onverwijld kunne hersteld worden.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Justitie.*

- |     |      |                                                                |
|-----|------|----------------------------------------------------------------|
| 21. | 175. | Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 12 Februari 1919, |
|-----|------|----------------------------------------------------------------|

Vraagt de heer Albert Poncelet, te Brussel, de herziening van de bepalingen tot regeling van den honinghandel en uit hij den wensch dat de zaken, die bij de rechtbanken daaromtrent aanhangig zijn, met meer aandacht worden onderzocht.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid, Handel en Bevoorrading.*

- |     |      |                                                            |
|-----|------|------------------------------------------------------------|
| 22. | 184. | Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 8 Maart 1919, |
|-----|------|------------------------------------------------------------|

Vragen de voorzitter en de secretaris van de Unie der Belgische Handelaarsverenigingen, te Brussel, dat de rechtsvorderingen, na 4 Augustus 1914 aanhangig gemaakt, betreffende de vóór dezen datum door handeldrijvende huurders verschuldigde huishuren, vernietigd worden, en uiteen den wensch dat voor de betaling van die huishuren respijt worde verleend.

BESLUIT : *Te verwijzen naar de Commissie belast met het onderzoek van de huishuurwet.*

Nummers  
van  
de lijst.

Nummers  
van het register voor  
de verzoekschriften.

23. 187. Bij verzoekschrift uit Farciennes (Henegouw), gedagteekend 15 Maart 1919,  
Klaagt mevrouw Jeandrain (Karel), te Pironchamps (Henegouw), over de vertraging van de haar verschuldigde vergoeding voor huisvesting.  
*BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Binnenlandsche Zaken.*
24. 188. Bij verzoekschrift uit Bergen, gedagteekend 11 Maart 1919,  
Drukken de voorzitter en de secretaris van het Algemeen Syndicaat der gemeentebeambten en- bedienden van het arrondissement Bergen, te Bergen, den wensch uit, dat eene wet aan de gemeentebedienden eene vergoeding toekenne « voor de heroprichting van hunne haardsteden ».  
*BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Binnenlandsche Zaken.*
25. 189. Bij verzoekschrift uit Leuven (Brabant), gedagteekend 25 Februari 1919,  
Roept de heer Buxant (Adriaan), gewezen onderofficier van de gendarmerie, te Leuven, de tussenkomst van de Kamer in, om herstelling te bekomen voor zekere onrechtvaardige behandelingen waarvan hij, tijdens den oorlog, het slachtoffer zou zijn geweest.  
*BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Oorlog.*
26. 191. Bij verzoekschrift uit Waeregem (West-Vlaanderen), gedagteekend 29 Januari 1919,  
Doen inwoners van Waeregem, leden van de Maatschappij « De Vereenigde Eigenaars », te Waeregem, den toestand kennen waarin, door het aannemen van de Huishuurwet, de middenstand zich zal bevinden, en inzonderheid de kleineigenaars, die reeds door den oorlog zoo zeer werden beproefd.  
*BESLUIT : Te verwijzen naar de Commissie belast met het onderzoek van de Huishuurwet.*
27. 192. Bij verzoekschrift uit Hamme (Oost-Vlaanderen),  
Vragen de heeren Tersage en de Block, respectievelijk voorzitter en secretaris van de maatschappij « De

Nummers            Nummers  
van            van het register voor  
de lijst.    de verzoekschriften.

Gedekoreerden », te Hamme (Oost-Vlaanderen), dat het ouderdomspensioen met ten minste 365 frank worde verhoogd, ten bate van de werklieden die met de landbouw- of de nijverheidsdecoratie zijn vereerd.

*BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading.*

28.            196.    Bij verzoekschrift uit Clabecq (Brabant), gedagteekend 15 Maart 1919,

Vraagt de gemeenteraad van Clabecq (Brabant) aanstelling van adjunct-officieren van den Burgerlijken Stand met bevoegdheid voor al de handelingen van den Burgerlijken Stand, behalve voor het sluiten der huwelijken, en wier ambt door het schepencollege aan den gemeentesecretaris zou worden opgedragen.

*BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Binnenlandsche Zaken en den Minister van Justitie.*

---